

Liban : Soutien aux travailleuses migrantes, demandeurs d'asile et réfugiés

Contexte

Tout au long de la dernière décennie, les flux migratoires vers le Liban ont été continus, sous forme principalement de la migration de la main-d'œuvre ainsi que les demandeurs d'asile et les réfugiés. En ce qui concerne la migration de travail, les autorités estiment que le Liban abrite environ 198 000 travailleurs migrants documentés dont environ 148 000 travailleuses domestiques, dont la plupart sont originaires de l'Asie (Philippines, Bangladesh, Népal, Sri Lanka) et d'Afrique (Ethiopie, Kenya, Madagascar). Ces femmes profitent de la forte demande de main-d'œuvre non qualifiée au Liban et migrent, essentiellement comme domestiques ou femmes de ménage dans les hôtels.

En ce qui concerne les demandeurs d'asile et les réfugiés, le HCR a dénombré plus de 30 000 demandeurs d'asile et des réfugiés enregistrés depuis Novembre 2011, dont la plupart sont des citoyens irakiens et soudanais et 1,2 millions de Syriens enregistrés qui ont cherché refuge au Liban en raison de la guerre civile en cours en Syrie.

Malgré les chiffres élevés, les autorités libanaises ne parviennent pas à protéger les droits et libertés fondamentaux de ces migrants et réfugiés. En effet, l'article 7 du Code du travail exclut explicitement les travailleurs domestiques de sa protection et le Liban n'a ratifié ni la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ni la Convention sur le travail décent pour les travailleuses domestiques (C189).

De même, les travailleuses migrantes courent le risque d'arrestation et de détention si elles fuient leurs employeurs, même si elles sont victimes d'abus physiques ou sexuels ou victimes de la traite humaine, en raison du système de parrainage (kafala) en vigueur au Liban. En outre, une habitude répandue des employeurs abusifs est de déposer une fausse plainte pour vol contre leur travailleuse domestique pour se protéger. Dans un tel contexte, les migrants vulnérables ne peuvent compter que sur l'assistance des ONG pour la défense et la protection de leurs droits.

Le faible niveau d'éducation des travailleuses migrantes domestiques et l'ignorance de leurs droits et devoirs, mais également le manque de connaissance des droits des travailleurs migrants au sein de la société libanaise, y compris les avocats sensés défendre les travailleurs et les agences de recrutement, exposent ces femmes à toutes sortes de violations des droits de l'homme.

L'action de Caritas Luxembourg

Grâce à un financement de l'Union européenne à hauteur de 2 millions d'euros, un appui financier du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes du Luxembourg ainsi que d'autres bailleurs, Caritas Luxembourg met en œuvre un projet de trois ans, avec un budget de 3,1 millions d'euros. Ce projet est un continuum d'anciens projets, mis en œuvre principalement

au Liban, mais s'étendant également sur l'Ethiopie et le Bangladesh, ce qui lui confère un caractère pilote.

L'objectif global de ce projet est de contribuer à la protection et la défense des droits des demandeurs d'asile, des réfugiés et des travailleuses domestiques migrantes tout au long du cycle de migration au Liban et dans les pays d'origine et de favoriser leur développement socio-économique.

Pour atteindre cet objectif global, les activités seront mises en œuvre sur trois niveaux différents:

1. L'aide directe
2. La promotion et la protection des droits des migrants
3. L'autonomisation des travailleurs migrants

Avant la migration, il est important que les travailleurs migrants connaissent leurs droits mais aussi leurs obligations. Des séances d'orientation pré-migration traitant de ces questions sont menées au Bangladesh et des séances de sensibilisation pour migrants potentiels sont menées en Ethiopie. Les femmes du Bangladesh qui désirent se rendre au Liban pour travailler, suivent une formation spécifique avant départ sur leurs droits et leurs devoirs, les compétences sociales et les différences culturelles afin de faciliter l'intégration dans un nouveau contexte de travail. Quelques rudiments de la langue arabe leur sont également enseignés. Les partenaires libanais et bangladaishi gèrent un numéro de téléphone d'urgence, permettant de fournir des informations sur la migration et des conseils aux personnes traumatisées et psychologiquement perturbées.

L'aide directe est mise en œuvre principalement au Liban, grâce à l'assistance sociale, juridique et médicale. L'aide sociale peut prendre différentes formes, mais le plus souvent elle est liée au statut d'immigration des travailleurs migrants et des réfugiés, ainsi que le renvoi aux autres services. Elle constitue un point de départ important pour les travailleurs migrants et les réfugiés pour lutter contre les violations des droits de l'homme dont ils sont victimes. Le soutien psychosocial, dont bénéficient les travailleurs migrants, est un élément clé dans ce processus puisque les personnes traumatisées ne peuvent pas commencer à reconstruire leur vie et à atteindre la résilience sans ce soutien. Les avocats aident les travailleurs migrants dont les droits ont été violés et assistent également les travailleurs migrants détenus dans le centre de rétention.

Les travailleuses migrantes domestiques peuvent également bénéficier de l'hébergement dans des foyers prévus à cet effet, où des services complémentaires tels que le suivi juridique, une assistance psychosociale, de la nourriture, des vêtements, etc. sont fournis.

Pendant leur séjour dans les foyers au Liban, des formations professionnelles sont proposées aux travailleuses domestiques: la cuisine, l'artisanat, la couture, etc. Des leçons d'anglais, ainsi que des compétences en informatique leurs sont enseignés par des enseignants professionnels.

Dès que possible, et à leur demande, les travailleuses migrantes sont aidées à rentrer à la maison. Un système de référence du Liban vers le Bangladesh existe déjà et l'expérience est utilisée pour établir un système de référence du Liban vers l'Ethiopie. Le soutien psychosocial ainsi que l'hébergement sont offerts aux rapatriées. Les partenaires du projet dans les pays d'origine organisent des formations professionnelles pour les travailleuses migrantes vulnérables comme moyen de renforcement de leur résilience économique et aident ainsi à contribuer au développement de leurs familles et communautés. Ceci permet également au

travailleur migrant ou au réfugié de gérer avec succès sa réinsertion dans son pays d'origine ou de réinstallation pour les réfugiés. Pour les femmes vulnérables qui ont l'intention de lancer leur propre petite entreprise, des subventions de démarrage et de l'assistance technique sont fournies.

Afin d'induire un changement dans l'attitude envers les migrants, le grand public ainsi que les décideurs clés sont sensibilisés aux droits des travailleuses domestiques, au travers de campagnes de sensibilisation, de conférences de presse et de campagnes médiatiques. Des formations et des ateliers spécifiques pour les juges, les membres de la Sûreté générale et le Ministère des Affaires sociales ainsi que des agences de recrutement au Liban sont organisés tout au long du projet.

Ainsi, ce projet touche à plusieurs étapes du cycle de migration: de l'information avant le départ dans les pays d'origine sur la migration sûre à l'assistance au Liban, puis au retour dans le pays d'origine.



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de Fondation Caritas Luxembourg et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.